

Macron ne connaît rien à l'âme collective de la France et il s'imagine pouvoir contrôler la situation !

écrit par Claire Navarro | 7 janvier 2019



Vous rappelez-vous la prophétie de Hollande « nous sommes en guerre » ?

Nous n'aurons jamais vu, comme en ces deux derniers mandats présidentiels, autant d'irrespect, d'indécences exhibées et vomies par l'appareil d'Etat contre le bon peuple français.

Jusque là, si le mépris, et la manipulation sourdaient, ils ne se révélaient pas avec autant de cynisme, d'injustices et d'outrages envers les citoyens. Par ailleurs, chacun aura pu constater les iniquités d'une entité judiciaire odieusement partielle, dont les poids et mesures s'avèrent légers à l'égard des violents, des violeurs, des irréguliers, des racailles, mais bâillonnent dans une obsessionnelle répression les libertés fondamentales gagnées de haute lutte par des générations de patriotes.

Et ils s'étonnent, nos soit disant « représentants » d'une telle république bananière qui, à l'image de leur Chef, n'ont pas cessé de pisser au bénitier de la démocratie, d'avoir

soulevé l'exaspération furieuse d'une population humiliée, acculée au servage, spoliée de sa souveraineté... Alors qu'ils ont instauré un infâme bordel et assis leur insupportable dictature sur le socle français des droits de l'homme, ils insistent, toujours malveillants. Ces indécents qui ont osé, et qui osent draper leur félonie dans les symboles de la République, des institutions et de la démocratie, croient encore pouvoir menacer et fustiger leurs humbles victimes acculées au courroux, alors qu'ils méritent cent fois le coup de pied au cul que le bon sens populaire leur réserve ! Ça leur confirmera que le serviteur n'est pas plus grand que le maître, et que le peuple a décidé de reprendre son espace de pouvoir... Quand Monsieur Macron revendiquait en caution : « *j'ai été élu par le peuple* » pour responsabiliser les Français, nous pensions savoir par quel pourcentage d'individus, sous séduction subliminale, il avait obtenu les bulletins. Mais nous n'oublions pas les dessous du processus : La vérité, Monsieur Attali la révélait peu après, devant des journalistes médusés. Avec le sourire gagnant d'un joueur détenant les cartes pipées, il confessa que ce n'est plus le peuple qui élit un Président de la République. **Le peuple bercé dans l'illusion électorale se rend aux urnes : mais c'est la Finance Internationale qui décide et qui a décidé de mettre en place celui qui est finalement élu... C'est elle qui place les pions. M. Attali prétendait même pouvoir nous dire qui serait la prochaine personne prévue pour la présidence suivante... »**

Tout de même : c'est l'aveu d'un abus de confiance d'une violence inouïe contre le peuple ! Quand on balance une telle affirmation, cela signifie que la République, la Démocratie et ses principes ont été traîtreusement fichus à la poubelle par une caste jouant la toute puissance, et que les bouffons mis en place s'activent sous ses ordres via la dictature Europe Unie. On comprend mieux le mépris et la morgue de tels arrivistes, ce théâtre de factieux en costume trois pièces, qui voudraient encore donner le change d'une élite honorable, voire intouchable ! Leur liste ne saurait être exhaustive.

Depuis les racketteurs d'impôts tenant leur chasse gardée dans l'immense blockhaus de Bercy dans une corruption occultée et passive, fermée au contrôle de la Cour des comptes. Et toute la bande d'un appareil de gouvernement étendu composé de mafieux, d'incompétents, d'opportunistes dans la boursoufflure narcissique, de bras cassés que l'on entend tour à tour s'indigner en déclarations péremptoires, la bouche en trou de poule, devant les micros de médias aux ordres, diabolisant le réveil salutaire et le sursaut d'un peuple qui décide de refuser le joug !

Y aurait-il encore quelque citoyen français prêt à se laisser convaincre par ces collabos d'une destruction programmée de notre Nation, lorsqu'ils prétendent encore que s'attaquer aux bâtiments de la République c'est s'attaquer aux Institutions de la République, c'est s'attaquer à la Démocratie ? Y aurait-il encore quelque citoyen français pour cautionner cette tirade de faux jeton clamant qu'au-delà des poursuites pénales, la condamnation politique des violences contre ces bâtiments doit être unanime ? Y aurait-il encore quelque citoyen inconscient, bouché à l'émeri, pour recevoir ce mensonge selon lequel la République se tient debout ? M. Griveaux s'est permis de conclure « ***...Et nous ne cèderons rien à la violence !*** » Ah ça c'est nouveau quand même, car avant le 17 novembre 2018, ils en ont laissé passer des hordes de violences et de destructions sans jamais s'investir à équiper leurs derniers « robocops » désormais autorisés à tirer pour abimer, blesser, éborgner (voire tuer) des manifestants désarmés...

Il faut être fou et ne pas connaître l'histoire de l'âme collective de la France pour imaginer opérer désormais un contrôle de la situation en opposant une répression féroce. La vague guerrière que l'appareil d'Etat aura engagée contre les patriotes français ne cessera plus de grossir !

Peut-être vous souvenez-vous encore des paroles de François Hollande, disant un jour « *nous sommes en guerre* » sans

néanmoins prendre de mesure particulière pour sécuriser le pays, traquer et bouter dehors tout terroriste ou ennemi potentiel alors que les services de police savaient parfaitement où les circonscrire ?...On pouvait même pousser la paranoïa jusqu'à se demander : pourquoi une foule de forcenés repérables pouvaient dormir tranquilles sur notre territoire ?

En fait quand j'entendis son « nous sommes en guerre » une question bizarre me traversa : que signifiait ce « nous » ? Aujourd'hui, la réponse, à la limite prophétique, semble plus claire : une guerre occulte devait déjà couvrir, entre l'appareil d'Etat et le peuple français !